

## SOUTIEN AU PEUPLE PALESTIEN !

Manifestation départementale Drôme-Ardèche

Samedi 25 janvier à Valence

10 h au Champ de Mars - 10 h 30 place Porte Neuve

11 h place de la Liberté (à côté mairie)

### Editorial

## Entre espoir et inquiétude !

Quand les armes se taisent, l'humanité est soulagée. La trêve à Gaza est incontestablement une bonne nouvelle. Mais sur le plan politique, tout reste à faire : quelle paix durable pour tous ? Quel État pour les Palestiniens ? Sur le front Ukrainien, nous formulons le même espoir : que le conflit cesse enfin ! Trop de morts et de souffrance, là et ailleurs. L'administration Biden s'en va, nous n'avons aucun regret tant elle a attisé les braises des conflits partout dans le monde. Et l'UE ne vaut pas mieux.

Trump revient au pouvoir, avec toute son imprévisibilité. S'il devait être de ceux qui feront déposer les armes, nous lui en saurions gré. Gageons qu'il est plutôt adepte de la guerre économique, avec une armée de capitalistes à ses côtés. Et quand on mène une guerre, on veut la gagner et soumettre ses opposants. « America great again », dit-il, « American imperialism is back », devrait-il dire. Cette volonté de domination à tout prix, de contrôler l'économie mondiale, d'asseoir sa suprématie, est source d'injustices, de misères, de gâchis humains et écologiques. Une grande majorité d'Américains n'a rien gagné à ce triste jeu. C'est inquiétant pour la démocratie et les libertés.

L'actualité Française n'est pas plus réjouissante. Si les médias font focus sur l'espérance de vie du gouvernement, l'essentiel est ailleurs, même si nous ne pouvons ignorer la légitime angoisse que suscite l'instabilité politique, honte à ceux qui s'en amusent. Au lieu de relever la tête, l'industrie Française est confrontée à des fermetures de sites et à des vagues de licenciements, des vagues scélérates, car elles sont inhérentes aux stratégies des grands groupes capitalistes, plus soucieux de leurs taux de profits que du sort de centaines de milliers de salariés. La question des retraites revient sur le devant de la scène, tant mieux, mais la confrontation idéologique est si forte qu'il faudra bien plus que des mots et des intentions pour aboutir à un résultat satisfaisant.

La Dette interfère grandement sur les budgets de l'État et de la Sécurité Sociale, s'il y a beaucoup à dire sur ses causes et sa réelle importance, deux choses sont certaines : elle est prétexte à des sacrifices sociaux, et elle ne sera pas épongée en s'appauvrissant.\* Donc, investissons dans l'industrie, les services publics et la formation. C'est le sens de la campagne que le PCF conduit depuis de nombreuses années et qu'il relance opportunément aujourd'hui.

\* voir notre dossier spécial dette page 4 et 5

### Sommaire :

- p.1 Éditorial
- p.2 Le fil des associations
- p.3 Actualités
- p.4 Dossier « La Dette »
- p.6 Événements PCF -  
Note de lecture

Jean-Luc Fargier

### Développement du livre

#### Assemblée Générale de l'association des Amis de la librairie Notre Temps de Valence

Elle a rassemblé ce dimanche 19 janvier une trentaine des adhérents de l'association.

Jean-Michel Bochaton, président, a introduit la séance avec un tour de la situation politique et de la culture qui subit une réduction de ses crédits.



Globalement, en France, le nombre de livres vendus a légèrement reculé, malgré une publication de livres pléthorique (100 titres sortent par jour !). La part des livres vendus à plus de 10 000 exemplaires ne représente que 4 % de la vente des librairies indépendantes qui gèrent une multitude de livres peu connus et peu vendus.

De nombreuses petites maisons d'édition sont en difficulté. Les grands groupes sont en train de se partager le marché, Bolloré et Vivendi, Gallimard, Kretinsky qui contrôle le groupe tchèque CMI. Sans oublier Sternin homme d'extrême droite et son groupe Périclès (groupe Américain Atlas). Le but à droite et à l'extrême droite est le contrôle de l'édition dans le but de peser sur les esprits. C'est un vrai danger du point de vue de la démocratie.

La Librairie Notre Temps a été créée en 1973 par le PCF et la CGT 26 dans un objectif militant. Aujourd'hui, il ne reste plus que 3 librairies de ce type en France. Avec l'association, elle est une des seules à développer le débat autour des livres et à les diffuser largement, hors les murs. La librairie est présente avec l'association des amis dans un certain nombre important d'initiatives, congrès, débats, rencontres, etc... En 2024, l'association a accompagné la venue de 10 auteurs, elle diffuse des listes d'ouvrages tous les deux mois.

L'association veut élargir le lien avec les syndicats. La discussion a permis d'ouvrir de nouvelles perspectives d'initiatives.

La librairie a fait peau neuve en 2024 ; Un récent article du DL a rendu compte du nouvel espace. La librairie a vendu cette année plus de livres malgré les travaux. Les livres, désormais, sont mieux mis en valeur notamment les livres Jeunesse.

Les essais représentent le premier chiffre d'affaires de la librairie, viennent ensuite les romans avec une hausse significative, puis les livres jeunesse.

Nicole Grenier-Mérico



Cycle France -Palestine

**Vendredi 7 février 2025**

à la MJC Nini Chaize à Aouste-sur-Sye

Le comité local de l'association France-Palestine-Solidarité vous propose  
un documentaire (19h30) suivi d'un repas partagé.



« Résister pour la paix » (France 5)

de Hanna Assouline et Sonia Terrab

Les réalisatrices ont quitté Israël le 7 octobre 2023. Elles y avaient rencontré des femmes israéliennes et palestiniennes défendant la PAIX. Elles y retournent un an après...

Accueil dès 19h - Participation à prix libre

[solidaritepalestinevaldedrome@gmail.com](mailto:solidaritepalestinevaldedrome@gmail.com)

### De l'argent, il y en a, jusqu'à... Pluton !

À propos d'argent, une idée stupide m'a pris, je suis allé voir du côté des comptes mondiaux, le vertige : 100 billions € de PIB en 2023 et 275 billions € de réserves, soit 375 billions (c'est-à-dire 45 732 € pour chacun des 8,2 milliards d'êtres humains).

Comment visualiser de tels chiffres ? En mettant bout à bout des billets de 10 € (12,7 cm de long), je pensais pouvoir aller décrocher la lune (380 000 kms), que nenni, avec 4,8 milliards de kms, j'atteins Pluton, dernière planète du système solaire, 32 fois plus loin que le soleil ! Et même si l'on soustrait les dettes mondiales (100 billions dont le système financier tire grand profit), je serais à 3,5 mds de kms, entre Uranus et Neptune.

On n'est plus sur des proportions stratosphériques, on est dans l'interplanétaire, et bientôt dans l'interstellaire.

N'allons donc pas croire que l'ensemble des Etats n'aurait pas assez d'argent pour nourrir et soigner tout le monde. Ce n'est pas un problème de moyens, c'est juste un manque politique de solidarité et de considération pour l'être humain.

Nous pourrions faire de grandes choses dans une civilisation pacifiée et collaborative.

C'est le sens du combat des communistes contre le capitalisme : le partage et l'universel contre l'appropriation et la division.

Jean-Luc Fargier

### Billet d'humeur - Combattre l'extrême droite.

Le 1<sup>er</sup> février, J. Bardella viendra pérorer au palais des congrès à Montélimar.

Évidemment, ses thèmes de prédilection seront présents : immigration, insécurité, intégrisme religieux (musulman bien sûr puisque d'autres intégristes sont dans ses rangs). Mais ce ne serait pas suffisant pour sortir de l'électorat traditionnel de l'extrême droite : ainsi, le pouvoir d'achat, les retraites font partie du fonds de commerce actuel du F(r)N.

Il surfe sur des craintes ou des problèmes réels de la population de notre pays. Mais regardons l'attitude concrète du RN qui ne vote pas les taxes sur les superprofits ou l'augmentation du SMIC quand ils sont proposés à l'assemblée, qui propose de supprimer les cotisations sociales pour améliorer le pouvoir d'achat et par la même démolir le système de protection sociale (et avant tout la sécu).

En fait, l'extrême droite ne propose aucune mesure qui pourrait déplaire aux employeurs (petits, moyens et

multinationaux) montrant par-là quels sont leurs mandants prioritaires.

Et cela permet de faire un lien avec les financeurs de ces idées tels Bolloré et le président du MEDEF qui pensent que le FN au pouvoir pourquoi pas, et au niveau international les milliardaires du monde entier : Musk et sa campagne internationale.... Rien de nouveau depuis la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle où les fascistes et nazis étaient financés par les plus grandes entreprises de leur pays (Krupps et d'autres pour l'Allemagne, plutôt Hitler que le Front populaire chez nous).

Ainsi, quand le capitalisme est en crise et a un besoin d'autoritarisme, la solution est la même : faire monter l'extrême droite afin de faire passer les mesures anti-sociales dont il a besoin pour garantir ses profits contre l'ensemble de la population.

Le danger pour la démocratie n'est pas un élément à prendre en compte pour les milieux financiers.

Joël Méric

### Sport et Droits de l'Homme !

La FIFA vient de désigner l'Arabie Saoudite pour organiser la Coupe de monde de football en 2034 qui à grands coups de milliards va construire 11 stades dont le Salman stadium de 92 000 places sur une hauteur de 350 m pour imiter un volcan... Là n'est pas le plus important.

La question qui se pose est celle de la vision sélective des droits de l'homme et du sport. Rien n'est dit à propos de l'Arabie Saoudite alors que la France reçoit en grandes pompes le chef de l'Arabie Saoudite. On parle de droits de l'homme et de dictature sanglante de la Syrie, mais pas un mot à propos de l'Arabie Saoudite.

On dénonce le sort des femmes iraniennes voilées, mais pas un mot sur les femmes saoudiennes en niqab. On ne dit rien non plus du fait que depuis le début de 2024, il y a eu 300 exécutions capitales en Arabie Saoudite où le prisonnier est à genoux et se fait trancher la tête avec un sabre.

On sait d'avance ce qui va se passer pour les 11 stades : des dizaines de milliers d'ouvriers principalement venus d'Asie vont être achetés pour venir travailler en Arabie Saoudite . Leurs passeports leur seront retirés et ils seront traités en esclaves. Mohamed ben-Salmane, avec l'appui des États-Unis et de la France (grands fournisseurs d'armes à l'Arabie Saoudite) a déclenché une guerre contre le peuple yéménite. 200 000 morts en 10 ans. Mais de cela, on n'en parle pas non plus, pas plus du droit des femmes parce qu'elles n'ont aucun droit.

Pierre Trapier

## Éléments extraits d'un article de Denis Durand\*

Revue Économie et Politique [Eco\\_Po\\_840\\_841-Dossier.pdf](#) ([economie-et-politique.org](#)).

Après la Seconde Guerre Mondiale, la reconstruction, la Sécurité sociale, l'élargissement des services publics ont été faits à crédit. Aujourd'hui, la « dette » est présentée comme une malédiction. S'interroger sur sa fonction économique et sur ses modalités de financement permet de revenir sur quelques idées fausses.

- 1. Il faudra bien rembourser la dette ?** : En réalité, il n'arrive jamais que l'État réduise son endettement à zéro, et il y a de bonnes raisons à cela. Chaque année, l'État et les administrations publiques remboursent une partie de leur dette et contractent de nouveaux emprunts. On parle de « faire rouler la dette » et c'est une façon tout à fait normale de gérer la dette publique.
- 2. La dette publique ce n'est pas toute la dette de la France**, le montant de la dette privée, dont celle des entreprises, lui, est supérieur. En France, **le pourcentage par rapport au PIB** de la dette publique est de 110,7 % celui de la dette privée est de 136,6 %. L'énorme expansion de l'industrie aurait été impossible sans d'énormes avances monétaires, mais les effets économiques de la dette privée sont considérables, car lorsque les faillites d'entreprises, incapables de la rembourser, se multiplient, il y a un risque de récession. La dette privée peut se transformer en dette publique si les banques sont en difficulté. C'est ce qui s'est passé en 2008.
- 3. Faut-il réduire les dépenses pour réduire la dette ?** En politique économique, c'est le rapport de la dette à la valeur ajoutée créée au cours d'une année, le PIB qui intéresse. Ce rapport dépend donc fortement de l'évolution de l'activité économique qui dépend elle-même de l'argent avancé pour créer les richesses. Ainsi, 3 facteurs font évoluer la dette :
  - Le déficit primaire des finances publiques (différence entre dépenses hors intérêts de la dette antérieure et recettes publiques et donc les prélèvements fiscaux et sociaux.)
  - Le taux d'intérêt « réel » diminué du taux d'inflation.
  - Le taux de croissance réel de l'économie diminué du taux d'inflation. Réduire les dépenses publiques conduit à réduire la croissance dont celle qui répond aux besoins et fait augmenter le rapport dette/PIB.

Au contraire, une bonne politique doit répondre aux besoins humains et écologiques, en donnant la priorité à l'emploi et à la formation, tout en maintenant le taux d'intérêt bas grâce à une action appropriée de la Banque Centrale.

**En France, le rapport dette/PIB a commencé à augmenter fortement avec l'entrée en vigueur du Traité de Maastricht au moment où justement la diminution du déficit public et de la dette est devenue un objectif central en Europe - Ce n'est pas un hasard !**

- 4. La faute de l'Europe ?** C'est Maastricht qui a édité les critères selon lesquels le déficit public ne doit pas dépasser 3 % du PIB et la dette ne pas dépasser 60 % du PIB, mais ces critères ont été constamment violés dès 1999 y compris par l'Allemagne... pour être remis en vigueur, et même aggravés, une fois la crise passée...

Aujourd'hui, on annonce que le déficit ne doit pas dépasser 0,5 % à 1 % du PIB... On entend évoquer même la nécessité d'un excédent, sans qu'aucun consensus de justification économique n'existe sur ces règles.

**Ce qui est sûr, c'est qu'elles servent à justifier les politiques réduisant la sphère publique pour maximiser le profit ! C'est bien le capitalisme et sa crise systémique qui sont en cause. Le Royaume-Uni, sorti de l'UE annonce aussi un budget 2025 qui « fera mal ! »**

- 5. La dette publique est stable en France, si elle a augmenté pendant le confinement.** Par contre, les intérêts, en baisse depuis 2012, montent en flèche (aujourd'hui à 55 milliards annuels).

**6. Depuis que nos créances dépendent des évolutions des marchés financiers et de leur spéculation une réelle menace pèse sur notre économie et nos services publics...**

La grande majorité des emprunts publics se fait par émission de titres négociables sur le marché financier qui sont les terrains préférés de la spéculation financière. C'est une pression permanente sur le gouvernement et surtout, la dépendance de l'État français envers les capitaux internationaux expose notre économie à l'instabilité. Pour réduire ce risque, l'intervention massive des banques centrales par des achats de titres est fondamentale.

**Pourquoi ce détour par les marchés financiers si les banques centrales peuvent résoudre le problème en achetant leurs titres ? Parce que c'est un choix politique de s'y soumettre.**

**7. Jusqu'aux années 80, l'État avait des modalités de financement diversifiées.** La Banque de France faisait des avances de trésorerie pour couvrir les fluctuations quotidiennes du compte de l'État. C'est en 1994, avec **la transposition de Maastricht**, que toute forme de financement de la Banque de France à l'État a été interdite, **mais** la Banque Centrale Européenne (BCE) peut encore prêter à la Caisse des Dépôts et Consignations, et aux banques publiques d'investissement.

**Elle pourrait donc le faire à un fonds de développement des services publics sans changer les traités, dès lors que ce fonds serait doté du statut d'institution financière.**

**8. Non, la dette publique n'est pas un fardeau pour les générations futures :** Pour une activité de services publics, comme en économie de marché, il faut avancer de l'argent afin de permettre la création de richesses pour l'avenir. Embaucher et former des enseignants, des soignants, c'est un « investissement » à long terme au moins autant que la construction d'un équipement.

L'efficacité des services publics est en rapport avec la satisfaction des besoins vitaux, et pour ce faire, il y a besoin d'économiser et de recentrer les dépenses matérielles et financières. Et puis, une partie des revenus qui en résulteront rentreront dans les caisses de l'État et de la Sécurité sociale sous forme de prélèvements fiscaux et sociaux. Cette réalité s'oppose aux critères qui prévalent aujourd'hui qui assimilent tout à un placement financier et au profit rapporté au capital avancé.

**L'idée d'une mobilisation de la création monétaire de la BCE pour financer le développement des services publics en Europe recueille aujourd'hui un vrai soutien.**

**9. La dette est un faux problème :** En 2015, l'asphyxie des banques grecques par la BCE a servi à contrer la politique du gouvernement grec de sortie de l'austérité, la question de la dette du pays aurait pu être traitée par une action de la Banque centrale.

Pour financer des dépenses utiles, il faut exiger que la BCE consacre l'argent qu'elle crée au développement des services publics, *via* un fonds de développement économique, social et écologique. La création d'un pôle financier public national, agissant avec la BCE et les banques centrales, pourrait aussi développer la création monétaire sur les mêmes critères d'efficacité.

**Développer les services publics est un choix d'avenir pour un Etat efficace, au service de tous. Mais pour cela il faut conquérir la souveraineté populaire contre la dictature du capital et de son bras armé, les marchés financiers, en menant des batailles concrètes sur l'utilisation de l'argent de l'État, des banques et des entreprises dont la richesse est aussi celle du travail. Ces batailles peuvent être victorieuses et la prise de conscience des fondements économiques erronés des règles actuelles progresse en Europe.**

**\* Ancien directeur adjoint de la Banque de France, Denis Durand est membre de la commission économique du PCF**

*« Tes yeux sont revenus d'un pays arbitraire  
Où nul n'a jamais su ce que c'est  
qu'un regard Ni connu la beauté des yeux, beauté des pierres,  
Celle des gouttes d'eau, des perles en placards, »*

PAUL ÉLUARD POÈTE.



**Samedi 8 février 2025 à 14 h - salle de la Maison de la Vie Associative de Valence, ex-collège Bachelard, 74 route de Montélier - 26000 Valence**

**À l'invitation de la Fédération de la Drôme du PCF, en partenariat avec les Amis de la librairie Notre Temps**

Jean Quétier, *agrégé et docteur en philosophie de l'Université de Strasbourg*, est un jeune universitaire. Il vient de publier, fin 2024, un ouvrage intéressant chez P.U.F. :

« **De l'utilité du parti politique** ».

### Communiqué PCF Drôme

Des propos inadmissibles ont été tenus lors du Conseil municipal de Valence, du 6 janvier, à l'encontre du MRAP et de la LDH, qualifiés par un élu LREM d'associations antisémites.

Si condamner les dizaines de milliers de crimes d'enfants, de femmes, d'invalides et de vieillards, si s'indigner contre les bombardements d'hôpitaux, d'écoles et autres bâtiments publics, si dénoncer toutes ces exactions meurtrières relève de l'antisémitisme, nous sommes certainement plusieurs centaines de millions d'antisémites. L'ONU, la Cour internationale de justice, et de nombreux États dénoncent les crimes contre l'humanité, voire le génocide du peuple palestinien par l'État d'Israël. Ces faits ignobles sont une triste réalité que l'humanité toute entière doit condamner.

Affirmer notre colère contre le gouvernement Netanyahu n'exonère pas les mouvements radicaux et terroristes de répondre de leurs actes ; les crimes du Hamas ne peuvent pas rester impunis. L'exigence de libération de tous les otages et de tous les prisonniers politiques, de part et d'autre, ne souffre d'aucune ambiguïté pour tous les défenseurs des droits des êtres humains.

Honte à ceux qui couvrent les crimes odieux en détournant l'attention de nos concitoyens en usant de propos calomnieux, en cherchant à raviver les sentiments d'horreur que suscitent les crimes à l'encontre des populations juives pendant des siècles et principalement lors de la Seconde Guerre mondiale.

Comme l'histoire nous l'a enseigné, la monstruosité ou la vertu ne sont l'apanage d'aucune religion, d'aucun État, elles peuvent l'être de toutes et de tous. La vigilance doit être permanente et sans failles.

C'est pourquoi les communistes s'indignent des propos tenus par un élu de la République. Ils apportent leur soutien à tous ceux qui luttent pour la paix et la tolérance. Nous condamnons l'État d'Israël et le Hamas avec la même vigueur que le ferions en d'autres lieux à l'encontre de tortionnaires.

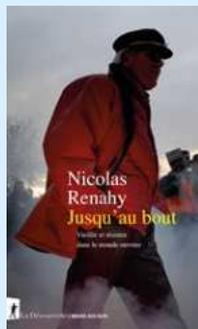
**Que le MRAP et la LDH soient assurés de notre entière solidarité.**

### Note de lecture

**« Jusqu'au bout, vieillir et résister dans le monde ouvrier » de Nicolas Renahy**

La Découverte éd., octobre 2024, **21 €**

[https://www.editionsladecouverte.fr/jusqu\\_au\\_bout-9782348081309](https://www.editionsladecouverte.fr/jusqu_au_bout-9782348081309)



Ce livre est impudique. L'auteur, sociologue, décrit le fonctionnement de la section syndicale des retraités CGT de Peugeot-Sochaux de Montbéliard. Il raconte ce qui ne se dit pas : la solidarité, les attentions devant le vieillissement, la maladie, les deuils, les difficultés financières. Il raconte les bricolages, les coupes de bois, la mécanique auto, les repas partagés. Il raconte aussi la place des femmes dans le groupe, l'histoire commune faite de luttes syndicales et politiques, l'agacement devant l'inexpérience dans les luttes des plus jeunes, des non retraités, la difficulté de la transmission, de la continuité syndicale. Il raconte aussi ceux que l'on a perdus de vue, mais qui ne sont pas si loin en fait. Il raconte l'ancrage territorial du fait qu'on a fait sa vie ici, et la richesse personnelle qui en découle, les liens sociaux. Il raconte comment la résistance et les luttes sont le sel de la vie. Ce n'est pas si souvent qu'un livre est consacré aux ouvriers retraités. Allez, après la réunion syndicale, vous irez bien prendre l'apéro chez Clairette !

**Catherine Panne**